

## **LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DÉCIDE DE TENIR UN DÉBAT URGENT SUR LA SITUATION EN SYRIE LE MERCREDI 29 MAI**

Il est saisi de rapports sur le droit à la santé et les droits de l'homme des travailleurs migrants et conclut son débat général sur les activités du Haut-Commissariat  
27 mai 2013

Le Conseil des droits de l'homme a décidé, cet après-midi, de tenir un débat d'urgence sur «la détérioration de la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne et les récentes tueries à Qousseir». Ce débat, qui fait suite à une demande de la Turquie, du Qatar et des États-Unis, se tiendra le mercredi 29 mai à partir de midi. Le Conseil a par ailleurs conclu son débat général sur les activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et entamé un débat interactif avec les Rapporteurs spéciaux sur le droit à la santé et sur les droits des migrants.

Le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, M. Anand Grover, a présenté deux rapports thématiques: le premier sur le droit à la santé des travailleurs migrants et le second sur l'accès aux médicaments. Le Rapporteur spécial a notamment relevé que les migrants sont souvent victimes de discrimination au regard de leur droit à la santé. Il a par ailleurs souligné la nécessité d'investir davantage en matière de production locale de médicaments. M. Grover a également présenté ses rapports de mission en Azerbaïdjan, au Tadjikistan et au Japon. Ces trois pays ont fait des déclarations à titre de pays concernés.

Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, M. François Crépeau, a pour sa part présenté une étude sur la gestion de la frontière extérieure de l'Union européenne et son impact sur les migrants. Il a noté que la migration vers l'Europe a drastiquement augmenté depuis les années 1990 et que les routes de migration clandestine sont devenues de plus en plus dangereuses en raison du renforcement de la sécurité aux frontières. Le Rapporteur spécial a déploré qu'en dépit de certains progrès, la migration soit principalement perçue à travers le prisme sécuritaire, en contradiction avec une approche centrée sur les droits de l'homme. L'expert a également présenté ses rapports de mission dans quatre pays, la Tunisie, la Turquie, l'Italie et la Grèce, dont les délégations ont fait des déclarations.

En début de séance, le Conseil a entendu des délégations observatrices et des organisations non gouvernementales dans le cadre du débat général sur les activités du Haut-Commissariat: Fédération de Russie, Algérie, Norvège, Paraguay, Turquie, Syrie, Sri Lanka, Chine, Jordanie, Tunisie, Afrique du Sud, Cuba, Saint-Siège, Iran, Iraq, Belgique, Népal, Royaume-Uni, Honduras, Myanmar, Maroc, Bélarus, Ouzbékistan, Mexique et Nigéria. Le Conseil de l'Europe est également intervenu, ainsi que les organisations non gouvernementales suivantes: Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, *Amnesty International*, *United Nations Watch*, Service international des droits de l'homme, *Verein Südwind Entwicklungspolitik*, Congrès du monde islamique, France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand, *International Human Rights Association of American Minorities* et Réseau juridique canadien VIH/sida. Le Maroc et la Roumanie ont exercé le droit de réponse.

Le Conseil poursuivra ses débats interactifs avec les deux Rapporteurs spéciaux demain matin, à partir de 9 heures, avant de se pencher sur les rapports présentés par les Rapporteurs spéciaux sur la traite des êtres humains et sur l'extrême pauvreté.

### **Fin du débat général sur les activités du Haut-Commissariat**

#### **Observateurs**

La Fédération de Russie a déclaré que les efforts déployés pour surmonter la crise économique mondiale n'ont pas eu les effets escomptés, mais a rappelé que malgré la récession, les gouvernements sont tenus de remplir leurs obligations en matière de droits de l'homme. La délégation a également souligné l'effet catalyseur de la crise pour de nombreux mouvements extrémistes. La Russie a par ailleurs exprimé son soutien à l'appel de la Haut-Commissaire visant à fermer le centre de détention de Guantánamo et à faire la lumière sur les prisons secrètes de la CIA. S'agissant de la situation en Syrie, la Russie

note qu'une éventuelle ingérence dans ce pays pourrait déstabiliser toute la région. La Russie réitère que ce n'est que la coopération que l'on atteindra une protection réelle et efficace des droits de l'homme.

L'Algérie s'est dite profondément préoccupée par la détérioration de la situation en Syrie, condamnant toutes les atrocités commises par l'ensemble des parties. Elle s'est dite convaincue qu'une action urgente et efficace est nécessaire pour mettre un terme aux situations d'occupation, qui ont une incidence néfaste sur la jouissance des droits de l'homme. En outre, la communauté internationale doit prendre des mesures concertées, urgentes et appropriées pour lutter contre le terrorisme, a demandé l'Algérie.

La Norvège a souhaité que le Conseil de sécurité agisse afin de mettre un terme au bain de sang en Syrie. Elle a souligné par ailleurs le rôle essentiel du Haut-Commissariat dans la défense des militants des droits de l'homme. La Norvège est particulièrement préoccupée par les tracasseries imposées aux les défenseurs des droits des femmes, ainsi que contre les partisans de l'égalité entre les sexes et de la liberté d'orientation sexuelle. La délégation norvégienne a conclu sur la nécessité de trouver un financement pérenne au Haut-Commissariat.

Le Paraguay a souligné la nécessité d'agir de manière cohérente et concertée face aux atteintes aux droits de l'homme. Par ailleurs, le Paraguay estime que les droits des migrants doivent être renforcés et se félicite de l'attention portée sur cette question par Mme Pillay. Le représentant a souligné l'extrême complexité du problème, ainsi que la responsabilité partagée des membres de la communauté internationale à cet égard.

La Turquie, a expliqué que la tenue de la réunion urgente sur la Syrie répond au besoin d'apporter une réponse à la situation à Qousseir. Le Tunisie estime d'autre part que les discriminations dont est victime la minorité rohingya ne sont pas dignes du Myanmar. Il en est de même pour les agissements d'Israël en Palestine, qui constituent autant de violations du droit international.

La Syrie a regretté le «parti pris» de Mme Pillay dans sa présentation, estimant qu'elle accorde trop d'importance à des inventions n'ayant rien à voir avec la réalité, notamment la soi-disant mort de centaines de personnes à Qousseir. Les événements à Qousseir sont liés à la volonté du Gouvernement de combattre les rebelles, soutenus et armés par le Qatar et la Turquie, a poursuivi le représentant syrien, déplorant que la Haut-Commissaire ne mentionne pas le droit de la Syrie de se protéger des groupes terroristes et des mercenaires.

Sri Lanka s'est dit inquiet de la dépendance financière du Haut-Commissariat, qui oriente son action en faveur des bailleurs de fonds. À cet égard, la résolution du Conseil des droits de l'homme relative à Sri Lanka, adoptée en mars dernier, souffre d'un manque certain de légitimité. Depuis la fin du conflit, il y a quatre ans, des progrès importants en matière de droits de l'homme ont été réalisés sur le terrain, a assuré la délégation.

La Chine a assuré soutenir les travaux de la Haut-Commissaire et du Haut-Commissariat. La Chine rappelle que la lutte contre le terrorisme doit se faire dans le respect des droits des citoyens. Elle souligne enfin que l'assistance technique doit porter sur les pays qui en font la demande.

La Jordanie a mis en garde contre l'escalade dangereuse en cours en Syrie, un sujet de préoccupation extrême qui devait inciter la communauté internationale à agir. La Jordanie a rappelé ses liens étroits avec le voisin et frère syrien. Malgré des ressources limitées, la Jordanie fait le maximum pour assumer le fardeau que représentent les réfugiés. Par ailleurs, la Jordanie condamne la politique israélienne, que ce soit en matière de colonisation ou de pratiques répressives contre les populations arabes. Elle a rappelé la nécessité de l'affirmation au droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

La Tunisie a dit partager nombre de préoccupations de la Haut-Commissaire, particulièrement en ce qui concerne la Syrie, les territoires palestiniens occupés, la minorité musulmane du Myanmar ou les effets de la crise économique et financière. Pour sa part, la Tunisie est déterminée à aller de l'avant dans l'édification d'un état de droit, tout en rappelant les difficultés inévitables d'un tel processus, qui exige du temps. La

Tunisie apprécie l'assistance que lui apporte le bureau du Haut-Commissariat à Tunis.

Pour l'Afrique du Sud, la commémoration du vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne doit être l'occasion de rappeler le rôle crucial de ces documents dans la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment s'agissant de la reconnaissance du droit au développement.

Cuba a dit rejeter toute tentative d'attenter à la souveraineté de la Syrie. Cuba est également préoccupée par les violations des droits de l'homme dans les pays du Nord, notamment le maintien de la prison de Guantánamo ou l'usage de drones. Par ailleurs, l'imposition de mesures unilatérales de coercition, comme celui dont souffre Cuba, doit être inscrite à l'agenda de la Haut-Commissaire. Enfin, les titulaires de mandats de procédures spéciales doivent respecter leur code de bonne conduite: ce n'est pas une option, mais une obligation, a rappelé la délégation.

Le Saint-Siège a déploré les graves violations du droit à la liberté religieuse qui continuent d'être commises à travers le monde. Chaque année, environ cent mille chrétiens sont tués en raison de leur foi; certains voient leurs lieux de culte détruits. L'Église catholique dispense un enseignement à seize millions d'élèves de tous niveaux et gère des milliers d'hôpitaux, a notamment rappelé le représentant.

L'Iran a déploré que la puissante occupante en Palestine continue de commettre des violations très préoccupantes des droits de l'homme. L'Iran constate aussi que les États-Unis n'ont toujours pas fermé le centre de Guantánamo, dont l'existence constitue une violation du droit international. Quant aux États européens, ils doivent enquêter sur leur participation passée dans le transfèrement extrajudiciaire de prisonniers vers des prisons américaines.

L'Iraq a répondu aux observations de Mme Pillay sur la situation régnant sur son territoire, soulignant le souci extrême du Gouvernement de faire face à la situation de manière adaptée. Évoquant une «bavure» récente, la délégation a précisé que les autorités irakiennes ont mis sur pied une commission d'enquête, le Gouvernement étant déterminé à établir les responsabilités quels que soient les auteurs des actes incriminés. S'agissant de la peine de mort et de son abrogation éventuelle, la délégation a indiqué que la question serait réévaluée dès que la situation sécuritaire dans le pays s'améliorerait. Le représentant a souligné que 75 000 Iraquiens avaient perdu la vie du fait d'actes terroristes.

La Belgique estime que le Haut-Commissariat est indispensable au bon fonctionnement du Conseil et à la protection des droits de l'homme. Elle considère que «l'indépendance est une condition primordiale car elle est le gage de l'impartialité» de la Haut-Commissaire. Pour la Belgique, un défi important à relever est celui d'assurer le financement adéquat du Haut-Commissariat afin de lui permettre de remplir les missions qui lui sont assignées par le Conseil. La Belgique compte contribuer activement aux réflexions menées à ce sujet au sein des Nations Unies.

Le Népal a déclaré que l'adoption de mesures appropriées par les États eux-mêmes devrait être le principal outil de protection des droits de l'homme. C'est dans ce cadre que s'inscrit le Népal et qu'il prépare ses prochaines échéances électorales, a indiqué sa délégation.

Le Royaume Uni s'est dit en faveur de la tenue de la réunion urgente sur la Syrie et du renvoi de la situation dans ce pays à la Cour pénale internationale.

Le Honduras a estimé que le Conseil devait continuer de porter son attention sur la situation en Syrie. Le Honduras soutient l'organisation d'un débat urgent sur cette question, de même que la saisine de la Cour pénale internationale. Le Honduras soutient fermement les activités du Haut-Commissariat en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Le Myanmar a déclaré que la situation réelle sur le terrain au Myanmar n'était pas aussi mauvaise que ce qui a été dit par la Haut-Commissaire et certaines délégations. Des flambées de violence isolées ont été montées en épingle par la presse internationale. Les autorités du Myanmar n'utilisent la force qu'en dernier recours et pour protéger la vie et la

propriété des citoyens. La liberté de conviction est garantie au Myanmar, a encore assuré la délégation.

Le Maroc a souligné que la crise financière internationale avait une incidence directe sur la jouissance des droits fondamentaux. Cela ne dispense pas pour autant de respecter ces mêmes droits. Par ailleurs, le Maroc s'associe au cri d'alarme lancé par la Haut-Commissaire face aux atteintes portées à l'action des représentants de la société civile. Le Maroc partage aussi les préoccupations de Mme Pillay s'agissant de la Syrie, et déplore l'impossibilité de mener une enquête indépendante sur le terrain.

Le Bélarus a dit sa préoccupation face à la participation de la République tchèque et de la Pologne au système des détentions secrètes. Le Bélarus, préoccupé par le mépris des autorités européennes envers certains droits, dans un contexte où 26 millions d'Européens sont sans emploi, regrette l'attention insuffisante portée par le Haut-Commissariat à cette question, ainsi qu'à celle des droits des migrants. Il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles les migrants sont enclins à se lancer dans des actions extrêmes, comme on vient de le constater en Suède.

Le Conseil de l'Europe a insisté sur l'universalité de tous les droits de l'homme, ajoutant qu'il participait à la formulation de règles et normes internationales dans ce domaine.

L'Ouzbékistan s'est dit prêt à la mise en œuvre de toutes les recommandations qui lui ont été adressées par le Conseil dans le cadre de l'Examen périodique universel.

Le Mexique a jugé alarmante la situation en Syrie, soulignant que tous les protagonistes de ce conflit devront répondre des atrocités qu'ils ont commises. Le Mexique observe en outre que la crise économique internationale a aggravé le chômage et entraîné des restrictions aux droits de l'homme. Or, aucune circonstance ne peut justifier de limiter la jouissance des droits fondamentaux, a rappelé la délégation.

Le Nigéria s'est dit gravement préoccupé par l'effusion de sang qui se poursuit en Syrie, appelant les parties à déposer les armes et à entamer un dialogue. De même, le Nigéria est préoccupé par la situation en République centrafricaine, appelant les autorités de ce pays à coopérer avec la mission dépêchée par la Haut-Commissaire. Le Nigéria a enfin condamné la diabolisation des migrants, appelant les États concernés à prendre des mesures efficaces contre ce phénomène.

/...

*Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel*

HRC13/054F